

CHOIX AG FFVL

Dimanche 27 mars 2022

PRÉSENTIEL OU DISTANCIEL ?

Le BD donne toutes les informations au CD
pour faire un choix

Notre règlement intérieur indique

3. L'assemblée générale

3.1. Date, ordre du jour, convocation et débats

3.1.1. Date

L'assemblée générale ordinaire de la FFVL a lieu au cours du premier trimestre de chaque année civile.

De plus, une assemblée générale peut être spécifiquement convoquée pour procéder à l'élection du Comité directeur et du président en fonction de l'échéance du mandat prévue par le code du Sport ou directives ministérielles.

Les directives ministérielles sont modifiées le 28 janvier 2022

voir [tableau de déclinaison des mesures sanitaires](#)

VIE DÉMOCRATIQUE ASSOCIATIVE

Jusqu'au 31 juillet 2022, les réunions des associations (AG ou CA) peuvent se dérouler par visioconférence ou conférence téléphonique même sans disposition dans les statuts de l'association. Les décisions peuvent également être prises par voie de consultation écrite des membres, sous réserve qu'elles assurent la collégialité de la délibération.

L'application du protocole national en entreprise est préconisée pour ce qui relève des dispositions du droit commun : <https://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere-en-action/coronavirus-covid-19/protection-des-travailleurs/protocole-national-sante-securite-salaries>

LOI n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique (1)

> Article 13

I. - Afin de faire face aux conséquences de certaines mesures prises à l'échelle locale ou nationale pour limiter la propagation de l'épidémie de covid-19, le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution, dans un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi, toute mesure relevant du domaine de la loi simplifiant et adaptant les conditions dans lesquelles les assemblées et les organes dirigeants collégiaux des personnes morales de droit privé et autres entités se réunissent et délibèrent ainsi que les règles relatives aux assemblées générales et, le cas échéant, à les étendre et à les adapter aux collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution.

Le projet d'ordonnance pris sur le fondement du présent I est dispensé de toute consultation obligatoire prévue par une disposition législative ou réglementaire. Un projet de loi de ratification est déposé devant le Parlement dans un délai de trois mois à compter de la publication de l'ordonnance prise sur le fondement du présent I.

II. - Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire contraire, le présent II est applicable aux personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé, notamment :

- 1° Les sociétés civiles et commerciales ;
- 2° Les masses de porteurs de valeurs mobilières ou de titres financiers ;
- 3° Les groupements d'intérêt économique et les groupements européens d'intérêt économique ;
- 4° Les coopératives ;
- 5° Les mutuelles, unions de mutuelles et fédérations de mutuelles ;
- 6° Les sociétés d'assurance mutuelle et sociétés de groupe d'assurance mutuelle ;
- 7° Les instituts de prévoyance et sociétés de groupe assurantiel de protection sociale ;
- 8° Les caisses de crédit municipal et caisses de crédit agricole mutuel ;
- 9° Les fonds de dotation ;
- 10° Les associations et les fondations.

A compter de la publication de la présente loi et jusqu'au 31 juillet 2022 inclus, sans qu'une clause des statuts ou du règlement intérieur soit nécessaire à cet effet ni puisse s'y opposer, sont réputés présents aux réunions des organes collégiaux d'administration, de surveillance ou de direction leurs membres qui y participent au moyen d'une conférence téléphonique ou audiovisuelle permettant leur identification et garantissant leur participation effective.

Ces moyens transmettent au moins la voix des participants et satisfont à des caractéristiques techniques permettant la retransmission continue et simultanée des délibérations.

A compter de la publication de la présente loi et jusqu'au 31 juillet 2022 inclus, sans qu'une clause des statuts ou du règlement intérieur soit nécessaire à cet effet ni puisse s'y opposer, les décisions des organes collégiaux d'administration, de surveillance ou de direction peuvent également être prises par voie de consultation écrite de leurs membres, dans des conditions assurant la collégialité de la délibération.

Le présent II est applicable quel que soit l'objet de la décision sur laquelle l'organe est appelé à statuer.

Le présent II est applicable à Wallis-et-Futuna.

Le campus Véolia à Lyon nous précise :

Le Campus exigera le passe vaccinal et le vérifiera pour tous les événements à compter de ce jour.

Un pointage sur liste nominative ainsi qu'un contrôle du passe vaccinal seront effectués pour toute nouvelle arrivée sur le Campus Véolia. Campus refusera toutes personnes ne possédant pas un passe vaccinal valide au moment de la vérification à l'entrée du site.

Avec un protocole strict.

PRÉSENTIEL	DISTANCIEL
Convivialité	Aucune prise de risque sanitaire
Échanges facilités / Débats possibles	Pas d'enjeu majeur (2 ^e année de l'olympiade) Pas de gestion de la logistique
3 ^e année sans AG physique, besoin d'échanges	Moins de frais au niveau national et pour les clubs
Gestion des inscriptions et votes plus simples	Quorum plus facile à assurer
Permet de distribuer du matériel	Trois CN ont déjà décidé de faire leurs assises en distanciel la veille de l'AG
L'APL voulait profiter du déplacement pour tenir une réunion physique	

Le panachage ASSISES / AG en distanciel/présentiel complique le travail du secrétariat et peut nuire à la réalisation du quorum à l'AG